

La coéducation dans les écoles ouvertes de la Villeneuve de Grenoble : Un projet éducatif global à l'échelle d'un quartier (1970-2005)

Cette communication revient sur une expérience pédagogique historique : les écoles ouvertes de la Villeneuve de Grenoble¹. Celles-ci ont tenté de redéfinir les modalités de la démocratisation scolaire en lui accolant un objectif de lutte contre les ségrégations sociales au sein et hors de l'école. Construites au début des années 1970, les écoles expérimentales de la Villeneuve s'inscrivent dans le projet du quartier porté par la mairie socialiste d'Hubert Dubedout : celui de « mixité sociale » et de lutte contre les ségrégations². À l'époque, elles forment le point de convergence de deux phénomènes : d'un côté, « la découverte » de l'origine sociale des inégalités scolaires et de l'autre, la visibilité croissante de la ségrégation spatiale dans les grands ensembles construits à la fin des années 1960. L'enjeu de cette communication sera alors double : d'un côté, il s'agira d'étudier la nature et le devenir politique du projet socio-éducatif de ces écoles différentes et de l'autre, nous proposerons en filigrane une réflexion sur la tentatives – avortées – d'une politique pédagogique de « démocratisation scolaire ». En effet, dans les années 1970, cette expérience n'est pas unique. Au contraire, les écoles ouvertes se multiplient, soutenues par des municipalités socialistes qui s'arrogent un « pouvoir local » dans des domaines exclus de leurs compétences réglementaires. Élaboré en concertation avec les futurs enseignants du quartier, des membres d'associations et de mouvements pédagogiques (Francas, mouvement Freinet), de syndicats et d'habitants, le plan socio-éducatif du quartier ambitionne de lutter contre les ségrégations. Il s'agit de tirer les leçons de la construction de grands ensembles des années 1960 afin de créer un « anti-Sarcelles³ » où la mixité s'oppose au phénomène de ségrégation (sociale et spatiale) qui se développe dans les « villes nouvelles »⁴. Quand les premières commissions de travail se réunissent pour définir le projet, l'ouvrage de Bourdieu et Passeron sur *La Reproduction*, a seulement quelques années. Or, parmi les membres de l'équipe Villeneuve, beaucoup sont des enseignants et des intellectuels marqués par mai 68 et qui voient dans ces concertations une opportunité de réaliser un projet socio-éducatif « réellement » démocratique.

Ainsi, l'ouverture de l'école à la Villeneuve de Grenoble est placée cœur de la lutte contre la ségrégation. Cette ouverture est conçue à la fois sur le plan architectural – et s'inspire de l'*Open Éducation* alors en vogue dans les pays anglo-saxons –, et sur le plan pédagogique. L'ouverture est alors synonyme de déscolarisation des apprentissages et de « coéducation ». Celle-ci qui implique la coopération des différents acteurs du monde social dans l'éducation de tous – les parents et les enfants bien sûr, mais aussi les animateurs socio-culturels, les professionnels et travailleurs. En misant sur la coéducation, il s'agit de transformer la « culture scolaire » vectrice d'inégalités. Bénéficiant d'un statut dérogatoire jusque dans les années 1980, les 5 écoles du quartier expérimentent d'autres formes d'organisation et de pédagogie qui vont dépasser les murs de l'institution scolaire. À travers leur idéal d' « éducation communautaire⁵ », les concepteurs de la Charte pédagogique de 1971 voient bien au-delà du quartier. La lutte contre les ségrégations,

1 Cette réflexion est menée dans le cadre d'une thèse portant sur la socio-histoire des innovations pédagogiques en France, intitulée *Innovier pour changer l'école ? Des expérimentations pédagogiques dans la réforme de l'Éducation nationale*, sous la direction de Martine Kaluszynski (Pacte, Grenoble) et d'Emmanuel Taïeb (Triangle, Lyon).

2 Lefebvre R., « Retour sur les années 1970. Le Parti socialiste, l'autogestion et la démocratie locale », in Bacqué M.-H., Sintomer Y. (dir.), *La Démocratie participative. Histoire et généalogie*, Paris, La Découverte, 2011, pp. 65-81.

3 Sitbon, G., « L'anti-Sarcelles », *Le Nouvel Observateur*, 15 mai 1972, pp. 73-92

4 Gerbaux F., Monzies Ch., Toussaint Y., *Ségrégation sociale et villes nouvelles : éléments de problématique et approche méthodologique ; enquête exploratoire : la Villeneuve de Grenoble*, Grenoble-Saint-Martin-d'Hères, IREP-CERAT, 1973.

5 Millot R. et R., *Une voie communautaire : les écoles de la Villeneuve de Grenoble*, Paris, Casterman, 1979.

qu'elles soient sociales, spatiales ou scolaires, se déploie à travers une politique culturelle cohérente qui se veut une préfiguration de ce que pourrait être une politique à l'échelle nationale⁶. Ainsi, l'éducation la Villeneuve est un projet politique qui conteste les relations sociales qui se nouent au sein de l'école traditionnelle, qui remet en cause la nature des savoirs transmis par celle-ci, dans le but de réaliser pleinement une éducation non ségrégative.

À partir des archives des écoles, d'archives municipales et de documents de l'Agence d'Urbanisme de Grenoble, d'archives du ministère de l'Éducation nationale mais aussi d'entretiens semi-directifs réalisés avec les acteurs du quartier, il s'agira d'étudier l'émergence, la mise en application et l'abandon d'une expérimentation pédagogique qui questionne – et conteste – les fondements « ségrégatifs » de la forme scolaire républicaine et lui substitue une forme « nouvelle » d'éducation. Ainsi, nous tenterons de retracer, entre 1972 et 2005, les évolutions du projet éducatif du quartier en lien avec la structuration d'une politique d'expérimentation pédagogique au ministère de l'Éducation nationale. Derrière l'abandon de ce projet socio-éducatif se cache non seulement une volonté de mettre un terme à une expérience alternative qui a attisé les tensions politiques locales et nationales, mais également une logique d'encadrement et de contrôle des initiatives pédagogiques locales qui vient redéfinir le « champ des possibles éducatifs ».

6 Bergouignan R., Simon M., *La Villeneuve de Grenoble*, Grenoble, AUAG, 1975.